

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK
Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom
Band: - (1940)
Heft: 957

Artikel: Le rôle des partis politiques en Suisse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-689364>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

"The German Embassy in Carlton House Terrace has a new master. Count Moretti works there now, with a staff of seventeen.

But he works only in the basement, which opens on the gardens facing the Mall. The remainder of the Embassy has been emptied of its furniture and pictures.

Count Moretti is a former Swiss diplomat and as a neutral he represents German interests in England now. His work is concerned principally with the repatriation of interned civilians, and the welfare of prisoners.

He is responsible, too, for passing formal communications between the enemy Governments. A representative of the American Embassy in Berlin acts for this country.

The Count is descended from an Italian family which settled in Switzerland centuries ago. Both he and his wife combine fluent French, English, and German, with an extensive knowledge of the histories and literatures of the three countries. They live near the Embassy, at 19, Carlton House Terrace."

TO OUR NEW MINISTER, (Monsieur Walter Thurnheer).

We bid you welcome, Sir, with heart and hand
Within the CITY SWISS CLUB'S loyal fold,
Its chair of honour now is yours, to hold
During your mission in this friendly land.

Last week has proved, and you will understand,
The Colony's one desire, to uphold
Ties of affection for the man, whose mould
So truly represents just where we stand.

The months, the years, that lie ahead of you
— A testing time for diplomatic skill —
Are sure to call on all you have to give;

But work and duty are for what we live
And, if it helps you — as we trust it will —
Know: we are at your side, faithful and true.

GALLUS.

THE HELVETIA CLUB

1, GERRARD PLACE, LONDON, W.1. GERrard 4674.
(Owned by Swiss for the Benefit of Swiss)

Announce

THE OLD FRIENDS DINNER & DANCE

will be held in the club-house on

THURSDAY, 28th MARCH, 1940.

Reception 8.30 p.m. — Dancing until 2.0 a.m.

Admission by ticket only, price 5s. 6d. each.

Please book early — numbers limited.

LE ROLE DES PARTIS POLITIQUES EN SUISSE.

Le rôle des partis politiques est devenu toujours plus important, dans notre vie civique.

En soi, les partis sont de simples associations de citoyens professant les mêmes opinions sur les affaires de l'Etat. Comme tels, ils n'ont pas un pouvoir légal, et leurs décisions ne lient que ceux qui veulent bien les accepter. Pratiquement, et selon une évolution du reste normale, bien qu'elle produise parfois des effets déconcertants, les partis sont devenus de véritables institutions, officiellement reconnues. La représentation proportionnelle y a contribué dans une large mesure. Elle accorde en somme aux dirigeants des partis, non seulement le privilège de désigner les candidats qui figureront sur la liste — ce qui ne saurait guère être évité — mais encore elle leur permet de remanier les résultats du scrutin, en provoquant des désistements, ou même, lorsqu'il n'y a plus de suppléants, de repourvoir un siège, sans consulter les électeurs; ce qui nous a toujours paru excessif et peu démocratique.

Aux Chambres fédérales, les groupes exercent une influence considérable sur le cours des travaux, la formation du bureau et des commissions. La conférence des présidents est devenue un des principaux rouages du Conseil national. Il y a là, sans doute, un utile élément de simplification: lorsque les délégués autorisés des divers groupes se sont mis d'accord sur certains points, par exemple sur la méthode à suivre dans un débat, sur la date à laquelle il convient de traiter tel objet, on gagne du temps, on risque moins de discuter à perte de vue sur des questions de simple procédure.

La faculté qu'a le président de clore le débat lorsqu'un orateur de chaque groupe s'est exprimé, est également une coutume salubre.

Les avantages sont compensés, en quelque mesure, par des inconvénients. L'existence des groupes fait parfois oublier un peu celle des personnalités. Le facteur arithmétique prend le pas sur la valeur individuelle. Tel député n'aura aucune chance de siéger jamais dans telle commission peu nombreuse, simplement parce qu'il appartient à un petit groupe. Il n'est pas facile d'y remédier. Et nous savons, par l'enquête que fit naguère M. Henry Vallotton, dans plusieurs pays étrangers que certains Parlements vont beaucoup plus loin que le nôtre, dans cette voie: les groupes y sont véritablement les arbitres du jeu.

En Suisse, comme aucun parti ne peut à lui tout seul mener la barque, et que dans les groupes mêmes, il se produit des divergences de vues, selon les régions ethniques ou sous l'influence d'autres particularités, la position prise dans ces conventicules ne préjuge pas nécessairement le résultat final. Il arrive que, malgré l'accord apparent des "fractions" qui forment la majorité gouvernementale, l'assemblée se prononce dans un autre sens. Il peut se produire aussi que l'une des "fractions" doive modifier l'attitude qu'elle avait d'abord adoptée, si elle ne veut pas rompre le front commun. On peut faire à ce propos, durant une session, maintes remarques intéressantes.

Peu à peu, les grands partis politiques, et les groupes que constituent leurs députés à Berne, se montrent enclins à considérer certains problèmes nationaux comme étant de leur ressort exclusif. Ce ne sera pas le cas pour une loi sujette au referendum, par exemple; là, on daigne encore admettre que tout

citoyen manifeste son sentiment. Mais ce sera parfois le cas à propos d'une élection. Il suffira que l'on ait, d'une manière explicite ou tacite, reconnu le droit de tel ou tel partie à présenter un candidat, pour que les chefs de ce parti, ou leurs acolytes les plus zélés, entendent traiter l'affaire comme si elle leur était personnelle. Il y a là un abus contre lequel nous devons réagir énergiquement.

Au cours de la campagne qui a précédé l'élection du successeur de M. Motta, un journal conservateur romand a relevé avec aigreur que des gens qui n'avaient rien de commun avec la droite se mêlaient de donner à celle-ci des conseils et des avertissements quant au choix d'un conseiller fédéral. "C'est, ajoutait-il, un soin dont nous les dispensons."

Il semblait donc que, le candidat devant être choisi parmi les conservateurs, seul le parti conservateur eût son mot à dire. C'est là une prétention inconcevable, que l'on ne saurait tolérer. L'élection d'un membre du Conseil fédéral intéresse tous les citoyens; tous ont le droit de s'en occuper, de marquer leurs préférences, et cette faculté appartient également aux journaux qui, sans être les organes d'un parti, doivent rendre compte à leurs lecteurs des événements politiques.

Ainsi que M. Motta le disait fort bien, en 1911, lors de son accession au pouvoir central, un conseiller fédéral cesse d'être l'homme d'un parti et d'une région pour se mettre au service du pays tout entier. Le regretté magistrat n'aurait jamais souscrit à la thèse selon laquelle l'élection d'un membre du directoire helvétique est l'affaire interne d'un parti politique.

Nous venons de citer un simple exemple, dont il faut se garder de tirer des conclusions généralisées. Mais l'occasion est bonne pour rappeler — puisque c'est nécessaire — que si le rôle des partis est important et utile, les citoyens qui préfèrent garder toute leur indépendance jouissent des mêmes prérogatives que les autres.

(La Tribune de Genève.)

THE TWENTY-FOURTH SWISS INDUSTRIES FAIR

will be held at

BASLE

AS USUAL

MARCH 30th — APRIL 9th, 1940.

A comprehensive display of Swiss Manufacturers including the latest developments of specialised products of particular interest now to British Buyers,

For information apply to:

THE SWISS LEGATION, COMMERCIAL SERVICE,
18, Montagu Place, W.1,

or to

THE SWISS BANK CORPORATION,
99, Gresham Street, E.C.2.

The Official Agency of
THE SWISS FEDERAL RAILWAYS,
11b, Regent Street, S.W.1.

SWISS FREEDOM AND THE SOVEREIGNTY OF GOD.

(The following is the remarkable translation, rendered by a prominent City banker, of a sermon preached by Prof. Dr. Emil Brunner, of the Zurich University, to a large gathering of soldiers and civilians in the Exhibition Hall at Zurich, on September 17th, 1939, i.e., the *Jeûne Fédéral*. Though the article has been handed to us some months ago, its publication has been held back until it appeared in the current number of "Round Table"; we are sure that even to-day it has lost nothing of its rousing appeal and deep meaning. Ed. S.O.)

This day is known as the Federal Day of Thanksgiving, Penance and Prayer. By that we mean that our fathers, who ordained by a law of the federation that the third Sunday in September should have this character, were thus expressing their recognition that Prayer, Penance and Thanksgiving and the Swiss Confederation belong together. To-day, barely a fortnight after our people have been roused from peace by the tocsins of the European war and have been called to arms, it is easier than in quieter times for us to grasp the deep truth that lies in this federal confession of our fathers. Thanksgiving, Heartsearching and Prayer are the foundations of a strong and a free Switzerland.

Thanksgiving.

Can we give thanks even to-day? Surely, to-day more than ever. No one knows what will be left of the Europe of to-day or of Western civilization at the end of this catastrophe. But one thing we know: God will still be there and, though nothing is left standing of what we have built, His Kingdom will still stand. Through all conflicts He will bring to its accomplishment His plan which He has revealed to us in Jesus Christ, His Son. That we know this because He himself has told it to us and tells it to us ever again in ground enough for thanksgiving. One day Switzerland will exist no more, one day each of us will have left this home for ever, but God's Kingdom endures for eternity. Therefore our thanks for this must come first. If we put first not God and the things that are God's but ourselves, our country and our freedom, then we have already laid the axe to the root of that freedom. Where the nation and the state take the first place and not God, there is the end of freedom. That is the lesson of our time.

But it is this God, the Lord and Creator, who gave us our country and our freedom. The Swiss Confederation is the work of brave men who were ready for sacrifices. Let us keep their memory in thankfulness. Yet Switzerland and its freedom are not primarily the work of men, but the gift of God. We did not ourselves create this country in the middle of Europe, this country of heights, of springs and of frontiers, and we did not place ourselves in it. History teaches us that exceptionally fortunate conditions made possible the union of the Confederates and the maintenance of that union alone of all the similar confederations of those days. Unbelievers call these circumstances fortuitous, we Christians know that God's Providence so ordained it.

Swiss freedom has a character of its own with which the much later and different free institutions of other nations cannot be compared. Switzerland is a Union and stands as a Union down to our day. The Union is not the Government in Bern, but the will of